



8 octobre 2012

Entretien avec le Secrétaire Général du Gouvernement du 4 octobre 2012 :

Le retour à un dialogue social « normal » ?

Constatant qu'il leur fallait désormais consulter la presse spécialisée pour savoir ce qui se tramait dans la haute administration sur des sujets pourtant fondamentaux pour l'avenir des agents des DDI (->[lire notre précédent communiqué](#)), l'ensemble des organisations syndicales siégeant en CT des DDI a exigé et obtenu un entretien solennel auprès de Serge Lasvignes, Secrétaire Général du Gouvernement.

Et ce pas uniquement pour goûter au lustre de l'Hôtel Matignon, mais bien pour obtenir des réponses claires et précises sur le mode de conduite d'un dialogue social bien mal « re »-parti à l'aube d'une mandature pourtant placée - dans les discours tout du moins - sous l'angle de la rénovation.

L'enjeu est pourtant de taille !

Comme FORCE OUVRIERE a pu le démontrer une nouvelle fois auprès du SGG, l'inquiétude exprimée par les agents des DDI n'a sans doute jamais été aussi aiguë. Comment pourrait-il en être autrement quand quotidien rime avec mouvements de mutualisation tous azimuts préfigurant la préfectoralisation des DDI, tentations croissantes de coupure de leurs ministères de tutelle, poursuite de mesures issues de la soi-disant défunte RGPP (ADS par exemple), poursuite voire renforcement des baisses d'effectifs au travers du caractère « non prioritaire » attribué à la plupart des ministères contributeurs aux DDI (certains d'entre-eux devant appliquer le principe du non-remplacement de 9 départs à la retraite sur 10 !), incertitudes sur l'évolution des missions dans la perspective d'un nouvel acte de décentralisation (aucune consigne par exemple sur l'ATESAT à 3 mois du reconventionnement général avec 30 000 collectivités, incertitudes liées au Feader, missions sociales), transfert d'agents entre ministère au gré du vent (vers le ministère de l'intérieur pour les inspecteurs et délégués du permis de conduire en 2013 et agents intervenant en matière de sécurité routière en 2014), difficultés de fonctionnement liées au contexte de rigueur budgétaire,...

Dans ce contexte, la question fondamentale de prévention des risques psychosociaux ne pourra trouver de réponse dans des discours généraux - aussi rassurants soient-ils -, ni dans un simple changement de méthode sensé rendre la RGPP « plus humaine » mais toujours bien vivante dans ses fondements. FORCE OUVRIERE dénonce en la matière la poursuite de la mise en œuvre des « 311 » mesures RGPP en cours, telle que préconisée par l'[audit IGA-IGF-IGAS](#) sur la RGPP, dont par exemple la réforme de l'ADS, et demande que le transfert précipité, impréparé et non-concerté des IPCSR vers le ministère de l'Intérieur soit ajourné.

C'est bien de sens, de reconnaissance, de stabilité et de lisibilité dont les agents des DDI ont besoin, eux qui ont contribué à maintenir depuis 2010 le navire à flots en plein ouragan.

Dans la foulée du séminaire gouvernemental sur la réforme de l'action publique alimenté par le rapport d'audit sur la RGPP, FORCE OUVRIERE a donc exigé de la part de « l'employeur Matignon » l'expression d'engagements clairs et concrets quant à l'avenir des missions,

structures et moyens des DDI. A ce sujet, nous avons demandé la communication et une concertation sur les lettres de priorité des différents ministères. En cela, l'ensemble des revendications portées par FORCE OUVRIERE auprès du Premier ministre dès le mois de juin 2012 ([→ en savoir plus](#)) restent pleinement d'actualité et méritent réponse.

FORCE OUVRIERE a de plus demandé au Secrétaire Général du Gouvernement de préciser sa vision en matière de conduite du dialogue social, qui ne peut se réaliser au niveau local que dans un cadre défini au niveau national, pour le moins mis à mal ces dernières semaines, assortie d'engagements concrets quant à son retour « à la normale ».

Par ailleurs, en relais de son intervention directe auprès de la ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction Publique, FORCE OUVRIERE a exigé un arrêt immédiat sur les expérimentations « bleu du 27 juillet » - mouvement doré et déjà initié dans les faits dans le Lot comme nous avons pu le démontrer.

Face à ces alertes, le Secrétaire Général du Gouvernement a convenu que le contexte actuel, dans lequel l'ensemble des orientations et décisions politiques n'est pas stabilisé, et loin de là, il n'était pas en mesure d'apporter de réponse précise aux préoccupations exprimées par les personnels et leurs représentants en matière de moyens et missions. Tout au plus a-t-il pu réaffirmer la volonté du Premier ministre de stabiliser l'échelon départemental de l'État, et s'engager solennellement sur l'absence, à ce stade, de projet de regroupement des DDI au sein des préfectures.

Un engagement qu'il ne nous revient pas de mettre en cause, mais qui est sans doute à pondérer au vu de la gêne occasionnée lors de la réunion par l'exhumation par FORCE OUVRIERE de la lettre de mission du ministre de l'Intérieur relative à l'avenir des sous-Préfectures, mentionnant la prise en compte de l'évolution de l'interministérialité au niveau départemental. Le fait que ce sujet a priori à dimension interministérielle n'ait visiblement pas franchi les grilles de Matignon peut laisser interrogatif quant à l'identité du vrai pilote de « l'État territorial »...

Concernant le « bleu du 27 juillet », le SGG reconnaît a minima une erreur dans la méthode à défaut de revenir sur l'opportunité des mesures qui y étaient actées. Au final, il nous est clairement confirmé que le principe de ces expérimentations locales est abandonné, y compris celle du Lot, laissant la place à la mise en place d'un groupe de travail national ad hoc partant des difficultés concrètes de fonctionnement rencontrées par les DDI et dressant sereinement des pistes de solution. FORCE OUVRIERE a demandé et obtenu la mise en place d'un groupe miroir de concertation avec les OS du CT des DDI, afin de s'assurer que de bonnes questions ne débouchent pas sur de très mauvaises solutions...

Nous avons de plus obtenu un calendrier concret de réunions de suivi mensuel accompagnant les travaux préparatoires aux réunions du comité technique... histoire de ne pas être placés devant le fait accompli et de disposer de sources d'informations alternatives à la presse !

A noter enfin que la prochaine réunion du comité technique se tiendra le 18 octobre, avec au menu notamment une présentation du bilan de la RGPP et la feuille de route « modernisation de l'action publique ». Autant de sujets qui ne manqueront pas de rythmer les débats de cette fin d'année encore bien incertaine. Et avec un peu de chance, nous aurons même communication du rapport d'inspection sur la Réate en Île-de-France !

Au bilan, indéniablement du mieux dans la méthode, mais aucun élément de fond permettant de répondre aux préoccupations des personnels et des services.

Encore une fois, pour FORCE OUVRIERE, ce sera bien le poids des actes et non le lyrisme des discours qui permettra de mesurer si le changement – dans le bon sens s'entend ! - est bien pour maintenant...

Fédération de l'Administration Générale de l'État – contact@fagefo.fr

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnecfpfo@fr.oleane.com

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@fets-fo.fr

Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris